

Chapitre 2 : Structure juridique de l'entreprise

Introduction

L'entreprise est une entité économique. Elle constitue une cellule sociale dans laquelle se combinent les divers facteurs de production. L'entreprise regroupe :

- un ensemble de personnes :
 - o l'entrepreneur qui apporte les biens et capitaux
 - o le personnel : dirigeants, cadres, ouvriers, employés...
- des biens affectés à l'activité :
 - o fond de commerce
 - o brevets
 - o outillage
 - o machines
 - o matériel de transport...

Ces éléments sont affectés au service d'une activité de production, de transformation et de commercialisation de produits ou de services.

L'entreprise doit :

- être dynamique, rentable et capable de s'adapter à l'évolution du marché et de l'économie
- offrir à chacun de ses participants des possibilités de promotion sociale et d'épanouissement personnel.

L'entreprise représente un maillon dans la chaîne des agents économiques. Son rôle économique social est indispensable.

L'entreprise est donc un ensemble organisé qui comme tout organisme naît, vit, se transforme et parfois même disparaît.

A)Création et fonctionnement de l'entreprise

En dépit de son importance économique et sociale, l'entreprise n'est pas un sujet de droit. En conséquence elle ne peut pas être titulaire de droits et d'obligations. Elle n'a donc pas de patrimoine. Il en résulte que l'entreprise :

- n'est pas le propriétaire de ses moyens de productions (usine, brevets, machines...)
- ne peut elle-même être créancier ou débiteur, elle n'est pas l'employeur de ses salariés, ni le redevable de ses impôts devant le fisc

Pour devenir sujet de droit, l'entreprise doit se fondre dans une personnalité juridique reconnue par le droit : l'entrepreneur. C'est cette personne juridique qui est titulaire des droits et obligations attachés à l'entreprise. L'entrepreneur peut être :

- une personne physique qui crée seule l'entreprise et en assume lui-même le fonctionnement. On est alors en présence d'une entreprise individuelle.
- Un groupement de personnes : société, Groupement d'Intérêt Economique et parfois même une association. Il s'agit alors d'une entreprise à forme sociétaire.

B) L'entreprise individuelle

L'entreprise individuelle résulte d'affectation par une personne physique d'un ensemble de biens lui appartenant à une activité industrielle, commerciale, civile, agricole ou artisanale.

Cette affectation peut être réalisée suivant deux modalités :

- ou bien les droits et obligations formant l'entreprise sont mélangés avec les biens et les dettes personnelles pour constituer le patrimoine de l'entrepreneur. Dans ce cas l'entreprise n'a aucune autonomie de patrimoine.
- Ou bien l'entrepreneur isole les biens et obligations affectés à l'entreprise en lui conférant une personnalité morale. Il crée alors une société d'une seule personne dénommée Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée : l'EURL.

Polycopié :

L'entrepreneur est affilié au régime de protection sociale des non-salariés. Il relève donc :

- du régime d'assurance vieillesse des travailleurs non-salariés, des professions soit artisanales, soit industrielles, soit commerciales, soit agricoles ;
- du régime d'assurance maladie-maternité des non-salariés ;
- du régime d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants.

Le montant des cotisations est calculé sur le revenu professionnel, retenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Les actes d'administration ont pour objet d'administrer ou de faire fructifier un capital.

Exceptions :

- Le consentement des deux époux est exigé pour les actes de dispositions (donation, vente, hypothèque) portant sur les immeubles, fonds de commerce, parts de sociétés.
- L'époux commerçant ou artisan, ne peut aliéner ou grever de droit le fond de commerce ou l'entreprise artisanale sans le consentement exprès de son conjoint lorsque celui-ci travaille dans l'entreprise. (art 1424 du C.Civ)

C'est le titulaire de l'entreprise :

- qui est propriétaire des biens affectés à l'entreprise
- qui est tenu des dettes
- qui contracte en son nom personnel.

De nombreuses formalités essentiellement de nature fiscale ou sociale doivent être accomplies :

- Déclaration d'existence :
 - o Au centre des impôts : taxe sur le chiffre d'affaires (TVA), taxe professionnelle.
 - o A l'Union pour le Recouvrement de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (URSSAF).
- Affiliation obligatoire :
 - o A une caisse d'assurance maladie
 - o A une caisse d'assurance vieillesse
 - o A l'assurance chômage

- Ouverture d'un compte :
 - o Soit auprès d'une banque
 - o Soit auprès d'un centre de chèques postaux.
- Adhésion éventuelle à un centre de gestion agréé qui procure des avantages fiscaux.

Le droit de gage général des créanciers professionnels s'étend donc sur la totalité du patrimoine de l'entrepreneur ce qui augmente le crédit l'entreprise. Inversement les créanciers personnels peuvent se payer sur les biens affectés à l'entreprise ce qui peut annuler l'avantage précédent.

L'indivision est un état juridique lorsque plusieurs personnes ont les mêmes droits sur les mêmes biens.

Il existe quatre types de partage :

- le partage amiable : lorsque tous les héritiers sont d'accord, l'entreprise dans son ensemble peut être attribuée à l'héritier le plus compétent pour continuer l'exploitation. Les autres héritiers se partagent les biens restants.
- Le partage judiciaire : il intervient à défaut d'accord entre les héritiers. Tous les lots doivent comprendre des biens différents et avoir une valeur identique ; leur attribution aux héritiers s'effectue par tirage au sort. Il en résulte que :
 - o Les biens qui ne peuvent être divisés (immeubles, fond de commerce...) doivent être vendus.
 - o Le tirage au sort ne permet pas obligatoirement d'attribuer l'entreprise à celui qui est le plus compétent pour la gérer.

Pour remédier à ces inconvénients, l'entreprise peut faire l'objet d'une attribution préférentielle. Cette dernière peut être demandée lorsque :

- l'importance de l'entreprise n'exclut pas son caractère familial
- l'héritier qui veut en bénéficier participe à son exploitation.